



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP) N°2025 07 001

Marché en appel d'offres ouvert

RELATIF A LA FOURNITURE DE DIVERS IMPRIMES

*Service du budget de l'OFPRA
Pôle des marchés
201, rue Carnot
94136 Fontenay-sous-Bois Cede*

SOMMAIRE

PRÉAMBULE	2
ARTICLE 1 – OBJET ET FORME DU MARCHÉ	2
1.1 Objet du marché	2
1.2 Forme du marché	2
1.3 Montant du marché	2
1.4 Divers	3
ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	3
2.1 Pièces particulières	3
2.2 Pièces non particulières	3
ARTICLE 3 – DUREE DU MARCHÉ	3
ARTICLE 4 –ALLOTISSEMENT	3
ARTICLE 5 – LIEU D’EXECUTION	4
ARTICLE 6 – MODALITES D’EXECUTION	4
6.1. Fabrication du produit	4
6.2. Stockage	5
6.3. Routage et livraison	5
6.4. Vérifications quantitatives / qualitatives	6
6.5. Création de documents	6
ARTICLE 7 – PROTECTION DES DONNÉES	6
ARTICLE 8 – SECRET / CONFIDENTIALITÉ.....	6
ARTICLE 9 – PRIX	6
9.1 Définition des prix	6
9.2 Révision des prix.....	Erreur ! Signet non défini.
9.3 Clause de révision des prix	6
ARTICLE 10 – MODALITES DE PAIEMENTS	7
ARTICLE 11 - SOUS-TRAITANCE & CO-TRAITANCE.....	8
ARTICLE 12 – AVANCES ET ACOMPTES	8
12.1 Avances	8
12.2 Acomptes	8
Article 14 – CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES.....	9
ARTICLE 15 – ASSURANCE	9
ARTICLE 16– PÉNALITÉS.....	9
ARTICLE 17 – LITIGES	9
ARTICLE 18 – RESILIATION	9
ARTICLE 19 - CHANGEMENT DE LA SITUATION DU TITULAIRE.....	10
ARTICLE 20 – DEROGATIONS	10

PRÉAMBULE

L'Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides (OFPRA), créé par la loi du 25 juillet 1952, a le statut d'établissement public administratif, doté de la personnalité juridique et de l'autonomie financière et administrative. Il est placé sous la tutelle administrative du ministère de l'Intérieur.

L'OFPRA a pour mission l'instruction des demandes d'asile et la protection juridique et administrative des personnes reconnues réfugiées ou apatrides, ainsi que des bénéficiaires de la protection subsidiaire. Pour ce faire, l'Office travaille en étroite collaboration avec les autorités administratives françaises et européennes compétentes, ainsi qu'avec le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).

L'établissement comprend : 8 divisions chargées de l'instruction des demandes d'asile, auxquelles s'ajoutent 2 divisions en charge de la protection et 3 divisions d'appui en charge des affaires juridiques (DAJEI), de la documentation (DIDR, et de l'accueil (DACIM).

Cette organisation est complétée par les services assurant les missions de soutien logistique regroupés au sein des services administratifs et financiers (informatique, ressources humaines, budget, sécurité, archives).

ARTICLE 1 – OBJET ET FORME DU MARCHÉ

1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la fabrication et la fourniture, pour le bon fonctionnement de l'Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides (OFPRA), des éléments suivants :

- formulaires et autres documents de travail en vigueur,
- pochettes et impressions diverses nécessaires,
- enveloppes,
- accusés de réception pour envoi de lettres en recommandé (liasse Lire A4).

Une description des documents composant les différents lots est jointe en annexe technique du présent cahier des clauses particulières.

1.2 Forme du marché

Le marché est passé selon une procédure formalisée, conformément aux articles L. 2124-1 et R. 2124-1 du code de la commande publique.

La présente consultation donne lieu au choix de l'offre économiquement la plus avantageuse en application des articles L. 2152-7 et R. 2152-7, à l'issue d'un **appel d'offres ouvert** conformément aux articles L. 2124-2 et R.°2124-2-1°.

Il prend la forme d'un **accord cadre mono-attributaire à bons de commande**, en application des articles L. 2125-1-1° et R. 2161-3-2° .

1.3 Montant du marché

Les lots du marché comportent un montant maximum de 600 000€ TTC

A titre strictement informatif, l'OFPRA joint dans l'annexe technique du présent CCP une prévision de consommation pour l'année 2026.

1.4 Divers

Les correspondances, réunions et discussions relatives à ce marché se déroulent en français. Il appartient au titulaire de désigner, pour l'exécution du présent marché, une équipe ayant la maîtrise de la langue française.

ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

2.1 Pièces particulières

Le présent marché est constitué par les documents contractuels mentionnés ci-dessous par ordre de priorité décroissant, par dérogation à l'article 4 du CCAG/FCS :

- ✓ l'acte d'engagement ;
- ✓ le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- ✓ le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ;
- ✓ l'offre technique du titulaire.

Font foi les exemplaires des documents particuliers composant le présent marché conservés dans les archives de l'Ofpra.

2.2 Pièces non particulières

Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 s'applique, sauf dérogation énumérées au titre du dernier article du présent CCP.

Ce document n'est pas fourni mais est réputé être connu du titulaire.

ARTICLE 3 – DUREE DU MARCHÉ

Le présent marché est conclu pour une durée initiale d'un an, allant de sa date de notification jusqu'à sa date d'anniversaire.

Conformément aux articles L. 2112-5 et R. 2112-4 du code de la commande publique, le marché est reconductible tacitement trois fois à sa date anniversaire, sans que sa **durée maximale** ne puisse **excéder quatre ans**.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction qu'à la condition d'avoir informé le pouvoir adjudicateur de son inaptitude à poursuivre le marché, six mois au moins avant sa date d'échéance par tout moyen écrit permettant de connaître les dates d'émission et de réception de ses intentions (courrier, télécopie ou courriel).

En cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur notifie sa décision de ne pas reconduire le marché trois mois au moins avant sa date d'échéance par tout moyen écrit permettant de connaître la date d'émission de cette décision (courrier, télécopie ou courriel).

L'émission des bons de commande pour l'exécution des prestations ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché, conformément à l'article R. 2162-5 du code de la commande publique.

ARTICLE 4 –ALLOTISSEMENT

Conformément aux articles L.2113-10 et R.2113-1 du code de la commande publique, le présent marché fait l'objet d'un **allotissement**.

Il est composé de **quatre lots**, sans fixation d'un seuil maximum de lots pouvant être attribués à un même soumissionnaire.

Lot 1 :	Ensemble des formulaires
Lot 2	Ensemble des pochettes cartonnées
Lot 3 :	Ensemble des enveloppes
Lot 4 :	Liasses Lire A4

Pour le lot n°4, le prestataire doit **obligatoirement** avoir l'accréditation de La Poste.

ARTICLE 5 – LIEU D'EXECUTION

Les fournitures sont **livrées au siège francilien de l'OFPRA**.

Le siège francilien est aujourd'hui situé sur le site de Périgares, au 201 rue Carnot, 94136 Fontenay-sous-Bois Cedex.

Sa localisation peut être modifiée en cours de marché, pour répondre aux nécessités de service de l'Ofpra et sans modifier les termes du marché.

ARTICLE 6 – MODALITES D'EXECUTION

6.1. Relations avec l'OFPRA

Le titulaire désigne un ou plusieurs référents commerciaux et techniques chargés des relations avec l'OFPRA.

Le ou les référents veilleront à l'application du présent marché et répondront aux questions de l'Office. Ils doivent être joignables dans la journée.

6.2. Fabrication du produit

6.2.1. Pré-presse

▪ Mise en place d'une épreuve

Le pré-presse est l'ensemble des opérations qui précède l'impression d'un document, allant de sa création jusqu'à la préparation de la forme imprimante.

A partir d'une maquette papier ou des modèles fournis, le titulaire est chargé de réaliser **une épreuve**. L'OFPRA met à disposition du titulaire les éléments constitutifs nécessaires à l'élaboration du document.

L'épreuve est un document non figé, pouvant recevoir des corrections, voire des modifications. Les versions successives sont numérotées.

▪ Le Bon à tirer

Après accord entre le titulaire et l'OFPRA, **un bon à tirer (BAT)** est délivré (daté et signé) pour acceptation des travaux de composition.

6.2.2. Fabrication / impression

Cette phase comprend le choix du support, la définition de son impression et du façonnage à effectuer.

Le descriptif du papier, ou support d'impression, doit faire référence aux normes homologuées en vigueur pour le type, la couleur et le grammage, la blancheur, l'opacité.

L'impression consiste à reproduire le document en fonction de l'épreuve et du chiffrage de tirage commandé.

6.2.3. Conditionnement

Il existe trois niveaux de conditionnement :

- 1) les paquets : chaque document est présenté soit sous forme unitaire, soit sous forme d'unité de comptage prédéfinie (cf. l'annexe technique) ;
- 2) les boîtes, dont le poids maximum sera spécifié dans le respect de la réglementation en vigueur, regroupent un certain nombre de paquets ;
- 3) les palettes, dont les dimensions et le poids seront arrêtés avec le pouvoir adjudicateur, regroupent un certain nombre de boîtes.

6.3. Stockage

L'ensemble des lots ne fait l'objet d'aucun stockage de la part du titulaire, les produits concernés étant fabriqués au fur et à mesure de la demande de l'OFPPRA pour une livraison dès fabrication.

6.4. Routage et livraison

▪ Conditions générales de livraison

Les fournitures seront impérativement livrées du lundi au vendredi de 9h00 à 12h30 et de 14h00 à 16h00.

Il n'y a pas de livraison entre 12h30 et 14h00.

Le prestataire sera tenu d'informer par courriel l'OFPPRA de la date de livraison, au moins 48 h à l'avance.

Les risques afférents à l'expédition et au transport incombent au titulaire.

L'accès des préposés du titulaire dans les locaux est soumis aux règles de sécurité et aux conditions d'entrée propres à toutes personnes étrangères à l'OFPPRA.

▪ Bon de livraison

Les fournitures livrées par le titulaire doivent être accompagnées d'un bon de livraison, numéroté et daté, comportant les mentions suivantes :

- l'identification du titulaire (nom, adresse, n° SIRET),
- la date d'expédition,
- le numéro du présent marché et sa date de notification,
- la référence au bon de commande afférent,
- l'identification des fournitures livrées, ainsi que les quantités et, quand il y a lieu, leur répartition par colis.

La livraison des fournitures, sous réserve de leur vérification décrite ci-dessous, est constatée par la signature du bon de livraison par l'OFPPRA.

▪ Déchargement des livraisons

Les produits livrés sont déchargés du camion et les palettes sont entreposées dans le hall d'entrée de l'OFPPRA, près du monte-charge **uniquement avec un transpalette manuel. L'accès sera refusé si un transpalette électrique est présenté.**

Pour information, les conditions d'accès au lieu de réception sont les suivantes : ***pas de quai de déchargement, nécessité d'un camion avec hayon élévateur.***

▪ Délai de livraison

Dans le mémoire technique, le titulaire propose des délais de livraison pour chacun ou l'ensemble des produits, sachant qu'ils **ne doivent pas dépasser les limites suivantes** :

- **pour les lots n°1, n°2, n°3**: un délai maximal de livraison de 8 jours ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande ;
- **pour le lot n°4** : un délai maximal de livraison de 4 jours ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande.

6.5. Vérifications quantitatives / qualitatives

Les vérifications quantitatives et qualitatives et les décisions qui s'ensuivent sont effectuées conformément aux articles 27 à 30 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures Courantes et de Services (CCAG / FCS).

6.6. Création de documents

Tout nouveau document de même nature que les éléments composant les ensembles prédéfinis à l'article 4 du présent CCP fera l'objet d'un devis préalable pour accord.

ARTICLE 7 – PROTECTION DES DONNÉES

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données / RGPD »).

Les parties s'engagent à respecter les clauses de l'**annexe contractuelle RGPD**.

ARTICLE 8 – SECRET / CONFIDENTIALITÉ

Tant pendant le cours du présent marché qu'après son expiration et pour n'importe quelle cause que ce soit, le titulaire s'interdit de divulguer les renseignements, documents ou objets quelconques concernant les activités de l'OFPPRA dont il aurait eu connaissance.

Il respecte, d'une manière générale, les exigences déontologiques liées à l'exécution du présent marché.

ARTICLE 9 – PRIX

9.1 Définition des prix

Les prix sont des prix unitaires révisables.

Ils s'entendent en euros et toutes taxes comprises.

Ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, au transport et au déchargement jusqu'au lieu de livraison.

9.2 Clause de révision des prix

Le prix est ferme la première année du marché. Il est ensuite révisable à chaque reconduction, selon la formule suivante :

$$P1 = P0 \times (S1 / S0)$$

P1: Prix révisé

P0: Prix contractuel d'origine ou dernier prix révisé

S0: Indice des prix¹ de référence retenu à la date contractuelle d'origine ou lors de la dernière révision

S1 : Dernière actualisation de l'indice publié à la date de reconduction du marché

Les révisions interviendront une fois par an, au moment de la reconduction du marché, et sur initiative du titulaire.

Le titulaire s'engage à notifier sa demande de révision de prix au plus tard deux mois avant la date anniversaire du marché par écrit et en précisant le numéro du marché.

L'acheteur dispose d'un mois pour agréer ou refuser les calculs effectués en application de cette formule.

La demande du titulaire devra préciser la date et la valeur des indices retenus pour le calcul et il devra joindre à sa demande de révision un nouveau bordereau des prix unitaires (BPU).

En tout état de cause, le prix ainsi révisé ne peut pas excéder le seuil de 3 % des prix initiaux du titulaire (clause butoir).

ARTICLE 10 – MODALITES DE PAIEMENTS

Toute demande de paiement non conforme aux indications énoncées ci-après est retournée au titulaire pour rectifications des anomalies constatées. Le délai de paiement ne commence à courir qu'à compter de la réception d'une facture conforme.

Le mandatement des demandes de paiement est subordonné à la certification du service fait par l'acheteur.

10.1. Demande de paiement

Les demandes de paiement ou factures définitives sont établies mensuellement par le titulaire à l'adresse de l'OFPPRA, après réalisation des prestations définies par le présent marché.

Conformément à l'article L 2192-1 du code de la commande publique, le titulaire ainsi que ses sous-traitants admis au paiement direct transmettent leurs factures au pouvoir adjudicateur sous forme dématérialisée. Les éléments descriptifs, le kit de raccordement technique et les spécifications du format normalisé d'échange de ce mode de transmission sont accessibles sur le portail « **CHORUS factures** » à l'adresse :

<https://chorus-factures.budget.gouv.fr>

10.2. Établissement de la facturation

Les demandes de paiement comportent obligatoirement les mentions suivantes :

- la raison sociale et l'adresse du titulaire ;
- le numéro de SIRET du titulaire ;
- le numéro de TVA intracommunautaire, le cas échéant ;
- le numéro et la date d'émission de la facture ;
- le numéro d'identification du marché et sa date de notification ;
- le numéro et la date du bon commande ou de l'engagement juridique (EJ) afférent, ce dernier sera fourni par l'acheteur ;
- la désignation et la quantité de prestations fournies ;
- le montant unitaire hors taxes à payer ;

¹ Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 17.1 – Pâte à papier, papier et carton Il est organisé mensuellement par l'INSEE. L'identifiant de la série chronologique utilisée pour cet indice est le n°010764123, la valeur du dernier indice connu: mois Août 2025 = (p) :113,4. [Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 17.1 – Pâte à papier, papier et carton | Insee](#)

- le taux et le montant de la TVA, le cas échéant ;
- le montant à payer toutes taxes comprises ;
- les coordonnées bancaires ou postales telles que mentionnées sur l'acte d'engagement.

Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des factures sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date d'établissement des pièces de mandatement.

10.3 Délais de règlement

Le paiement s'effectue conformément aux règles de la comptabilité publique par mandat administratif.

Le comptable assignataire des paiements est l'agent comptable de l'Opfra.

Le délai de paiement est de 30 jours à réception de la facture.

En application de l'article 8 du décret n°2013-269 du 29 mars 2013, relatif à la mise en œuvre du délai maximum de paiement dans les marchés publics, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Le créancier de l'administration perçoit en sus une indemnité forfaitaire de 40 euros.

ARTICLE 11 - SOUS-TRAITANCE & CO-TRAITANCE

Le candidat ou le titulaire du présent marché peut déclarer un sous-traitant dont la candidature est soumise à acceptation et les conditions de paiement à agrément de l'acheteur, conformément des articles R. 2193-1 à R. 2193-4 du code de la commande publique.

Le soumissionnaire peut présenter sa candidature sous la forme d'un groupement d'opérateurs économiques. Le mandataire désigné parmi les membres du groupement est l'interlocuteur unique de l'acheteur. Il coordonne les opérations et il est seul habilité à présenter les demandes de paiement. En cas de défaillance du mandataire, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un successeur.

L'Opfra n'autorise pas les candidats à déposer plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou de plusieurs groupements, ni en qualité de membre de plusieurs groupements.

ARTICLE 12 – AVANCES ET ACOMPTES

12.1 Avances

Conformément aux articles R. 2191-3 et R. 2191-7 du code de la commande publique et sous de l'article R. 2191-6 relatif à la sous-traitance, l'OFPPRA accorde une avance à la demande du titulaire dont le montant est fixé à 5 ou 30 % du montant des prestations régulières d'une durée égale à 12 mois.

12.2 Acomptes

Conformément à l'article R. 2191-20 du code de la commande publique, les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit à des acomptes. Les acomptes n'ont pas le caractère de paiement définitif.

Le montant des acomptes est fixé à 5% et correspondent à la valeur mensuelle des prestations auxquels ils se rapportent.

Article 14 – CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES

Conformément à l'article 7 du CCAG/FCS, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière environnement.

Ainsi, ce marché s'inscrit dans une démarche éco responsable.

ARTICLE 15 – ASSURANCE

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile "exploitation" pouvant lui incomber en cas de dommages corporels et/ou matériels causés à l'occasion de l'exécution des prestations objet du présent marché.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire s'engage à produire cette attestation, sur demande de l'acheteur, dans un délai de 15 jours à réception de cette demande.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

ARTICLE 16– PÉNALITÉS

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités seront calculées selon les modalités ci-après définies :

Manquements	Montant de la pénalité
Retard de livraison	5 % du montant TTC du bon de commande, par jour de retard
Manquement aux exigences déontologiques et de confidentialité du titulaire	1 000 € par manquement

ARTICLE 17 – LITIGES

Le règlement amiable d'un différend survenu à l'occasion de l'exécution du présent marché est recherché conformément aux articles L. 2197-3 et R. 2197-3 du code de la commande publique.

En l'absence de règlement amiable, la loi française est seule applicable et les différends relèvent de la compétence du tribunal administratif.

ARTICLE 18 – RESILIATION

Si le titulaire ne respecte pas les obligations qui lui sont conférées au titre du marché, l'OFPPA peut, après tentative de solution amiable, puis une mise en demeure restée infructueuse, prononcer la résiliation pour faute du marché par lettre recommandée avec avis de réception.

La mise en demeure est notifiée par lettre recommandée avec avis de réception. Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception de la mise en demeure pour satisfaire les obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Sans réponse satisfaisante du titulaire, l'Ofpra pourra alors passer un marché de substitution avec d'autres fournisseurs, aux frais et risques du fournisseur déchu, après notification à ce dernier et ce, conformément à l'article 45 du CCAG/FCS.

Par dérogation aux articles 40 et 42 du CCAG/FCS, les titulaires ne peuvent se prévaloir d'aucun droit à indemnisation en cas de résiliation unilatérale du marché, que cette dernière soit fondée sur un motif d'intérêt général ou non.

La résiliation du présent marché ne fait pas obstacle à l'exercice d'éventuelles actions civiles et pénales à l'encontre du titulaire.

ARTICLE 19 - CHANGEMENT DE LA SITUATION DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu de notifier immédiatement au pouvoir adjudicateur, par lettre recommandée avec accusé de réception accompagnée des pièces justificatives, les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ;
- à la forme de l'entreprise ;
- à la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à son identification bancaire ;
- à son capital social.

D'une manière générale, tout changement ayant une incidence sur les conditions de paiement des prestations réalisées par le titulaire doit être notifié au pouvoir adjudicateur, sous ces mêmes formes. En cas de négligence de cette disposition, le pouvoir adjudicateur ne saurait être tenu responsable des retards de paiement occasionnés.

ARTICLE 20 – DEROGATIONS

Le présent marché déroge aux articles suivants du CCAG / FCS :

Article du cahier des clauses particulières (CCP)	Article du CCAG/FCS auxquels il est dérogé
Article 2	Article 4
Article 9	Article 10.1.3
Article 16	Article 14
Article 18	Article 40 Article 42

